



RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2013-2014

L'hon. Blaine Higgs

Ministre des finances

Décembre 2013

Rapport du deuxième trimestre 2013-2014

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet: www.gnb.ca/finances

Décembre 2013

Traduction :

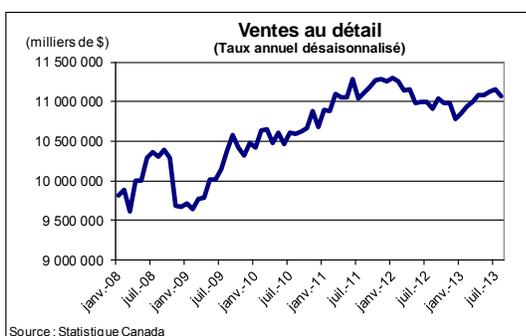
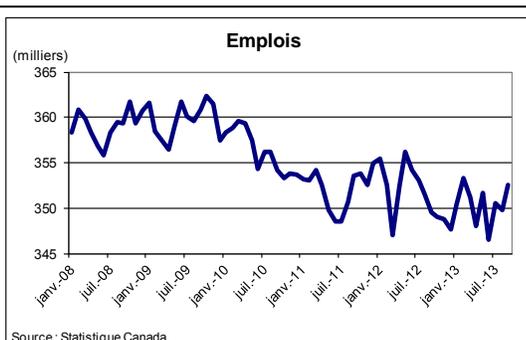
Bureau de traduction, Services gouvernementaux

ISBN 978-1-55396-370-7



Pensez à recycler!

Compte rendu économique pour 2013



Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick			
	2011	2012	2013P
PIB (réel)	0,0	-0,6	0,1
Salaires et traitements	3,9	1,6	1,2
Emploi	-1,2	-0,2	-0,4
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,7
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,8

Source : Statistique Canada
Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire

- Le Fonds monétaire international (FMI) signale que la croissance de l'économie mondiale demeure anémique, avec une moyenne de seulement 2,5 pour cent au cours de la première moitié de l'année 2013, soit un rythme similaire à la deuxième moitié de 2012.

- Le FMI signale que depuis peu, à la différence des récents rendements, les économies avancées accélèrent la cadence, alors que les économies de marché émergentes ralentissent. La majeure partie de la croissance mondiale continue toutefois à dépendre des économies de marché émergentes.

- Le PIB réel aux États-Unis a augmenté à un taux annuel de 2,5 pour cent pendant le deuxième trimestre, après s'être accru à un taux de 1,1 pour cent au premier trimestre. Le rendement du deuxième trimestre est surtout attribuable à une reprise des exportations et des investissements fixes non résidentiels.

- La Banque du Canada prévoit maintenant une croissance du PIB réel de 1,6 pour cent en 2013, en baisse par rapport à ses prévisions de juillet, en raison des conditions économiques incertaines à l'échelle mondiale et au pays qui retardent le raffermissement des exportations et des investissements.

- Un bon nombre de prévisionnistes du secteur privé ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance formulées plus tôt cette année pour le Nouveau-Brunswick, et arrivent maintenant à un consensus de 0,7 pour cent de croissance du PIB réel en 2013.

- Les salaires et les traitements ont augmenté de 1,4 pour cent, une hausse inférieure au taux de croissance national qui s'élève à 3,9 pour cent.

Compte rendu économique pour 2013

- Les dépenses de consommation commencent à montrer des signes de reprise grâce à sept hausses mensuelles consécutives des ventes au détail au cours des huit derniers mois. Toutefois, en dépit de ces hausses récentes, le rythme des ventes au détail continue de faiblir pour la deuxième année consécutive.
- Une forte hausse dans la fabrication de produits en bois (+11,5 %) a fait contreponds au fléchissement constaté ailleurs dans le secteur de la fabrication, dont le rythme actuel devrait permettre d'égaliser le niveau des ventes de 2012.
- Les mises en chantier dans les centres urbains de la province sont en baisse de 19,2 pour cent par rapport aux niveaux de l'année précédente, alors qu'un ralentissement a été constaté dans la construction de maisons individuelles et de logements à unités multiples.
- L'inflation des prix à la consommation dans la province était en moyenne de 0,6 pour cent, ce qui est légèrement plus faible que le taux de croissance national de 0,9 pour cent.

Compte rendu financier 2013-2014

D'après l'information sur le deuxième trimestre, on anticipe maintenant un déficit de 538,2 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014. Il s'agit d'une augmentation de 59,5 millions de dollars par rapport au déficit budgétaire de 478,7 millions de dollars.

Comparativement au premier trimestre, les charges totales ont connu une amélioration de 93,2 millions de dollars, toutefois, les prévisions de recettes ont accusé une détérioration de 131,5 millions de dollars. Par conséquent, le déficit a grimpé de 38,3 millions de dollars depuis le premier trimestre.

La dette nette devrait augmenter de 587,2 millions de dollars en glissement annuel, ce qui représente une baisse de 7,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 594,4 millions de dollars.

Les revenus prévus sont inférieurs de 172,9 millions de dollars par rapport au budget, principalement en raison des résultats plus faibles que prévu d'Énergie NB et de la diminution des recettes fiscales. Voici certains des plus importants écarts :

- Les produits de placement ont diminué de 66,3 millions de dollars, principalement en raison d'une baisse des recettes nettes d'Énergie NB. Cet écart est attribuable à la hausse des coûts du combustible et des achats d'électricité et des pensions.
- L'impôt sur le revenu des particuliers a enregistré une baisse de 43,0 millions de dollars en raison de la faiblesse des revenus.
- La taxe de vente harmonisée devrait diminuer de 28,3 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, en raison d'une réduction prévue de l'attribution de la part de la TVH que le gouvernement fédéral rembourse au Nouveau-Brunswick.
- Les recettes (nettes) au compte d'organisme de services spéciaux sont en baisse de 16,0 millions de dollars, principalement en raison de la diminution des dépenses compensatoires dans les ententes fédérales.
- La vente de biens et de services a enregistré par rapport au budget une baisse de 13,0 millions de dollars, qui est principalement compensée par une augmentation de 12,7 millions de dollars des recettes diverses. Cette situation est principalement attribuable à l'harmonisation des revenus des régies régionales de la santé.
- L'impôt foncier provincial devrait diminuer de 11,5 millions de dollars en raison de la base d'évaluation.
- L'impôt sur le revenu des corporations est en baisse de 7,8 millions de dollars en raison d'un rajustement à la baisse prévu l'année précédente.
- Les redevances sont inférieures de 6,0 millions de dollars en raison de la baisse du prix et du volume de la potasse.
- Les transferts canadiens en matière de santé devraient augmenter de 13,3 millions de dollars, selon les nouvelles données démographiques.

Compte rendu financier 2013-2014

Il est prévu que la somme totale des dépenses sera de 113,4 millions de dollars inférieure aux prévisions budgétaires. Voici certains des plus importants écarts :

- **Gouvernement général (69,5 millions de dollars de moins que prévu) :** Principalement attribuable à la sous-utilisation de certains fonds divers, y compris la provision pour pertes, des fonds gérés centralement et des dépenses des entités consolidées inférieures aux sommes prévues au budget.
- **Santé (26,6 millions de dollars de moins que prévu) :** Principalement attribuable à un certain nombre d'économies et de mesures visant à limiter les coûts dans le système de soins de santé, y compris des coûts inférieurs à ceux prévus au budget du Plan de médicaments sur ordonnance, des coûts plus faibles que prévu pour les produits sanguins, et de réduction des dépenses en technologies de l'information.
- **Justice et Procureur général (2 millions de dollars de moins que prévu) :** Principalement attribuable au transfert de certaines fonctions à la Commission des services financiers et des services aux consommateurs.
- **Éducation postsecondaire, Formation et Travail (8,2 millions de dollars de moins que prévu) :** Principalement attribuable à une sous-utilisation prévue des fonds du Programme d'aide financière aux étudiants à la suite d'une baisse des taux d'intérêt et d'économies réalisées au chapitre de la provision pour pertes, ainsi que du Programme de développement du marché du travail vu le niveau de participation plus faible que prévu aux programmes d'emploi.
- **Transport et Infrastructure (4,1 millions de dollars de plus que prévu) :** Diverses pressions sur les coûts et surutilisations, dont des dépenses plus élevées que prévu au budget pour l'exploitation des traversiers.
- **Autres comptes (11,2 millions de dollars de moins que prévu) :** Principalement attribuable à des dépenses inférieures à celles prévues au budget pour l'Organisme de service spécial de la Société de développement régional en raison de modifications au calendrier d'exécution des projets dans le budget. Cet écart a été partiellement compensé par un changement du type de travaux d'immobilisation au ministère du Transport et de l'Infrastructure, qui a entraîné une diminution du capital à amortir et une augmentation des dépenses du compte de capital.

ÉTAT COMPARATIF DE L'EXCÉDENT OU DU DÉFICIT

Milliers

\$

Année se
terminant le 31 mars

	2014 Prévisions	2014 1 ^{er} trimestre	2014 2 ^e trimestre	Variance des prévisions
Recettes				
Compte ordinaire.....	7 565 600	7 528 118	7 408 632	(156 968)
Compte de capital.....	81 044	82 068	82 079	1 035
Compte à but spécial.....	61 658	61 094	60 669	(989)
Compte d'organisme de service spécial (nettes).....	79 133	74 722	63 112	(16 021)
Gains du fonds d'amortissement.....	206 500	206 500	206 500	0
Recettes totales.....	7 993 935	7 952 502	7 820 992	(172 943)
Charges				
Compte ordinaire.....	7 930 758	7 913 062	7 824 473	(106 285)
Compte de capital.....	44 689	47 895	53 701	9 012
Compte à but spécial.....	72 462	72 522	71 818	(644)
Compte d'organisme de service spécial (nettes).....	69 199	63 146	53 326	(15 873)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	355 520	355 760	355 880	360
Charges totales.....	8 472 628	8 452 385	8 359 198	(113 430)
Excédent (Déficit).....	(478 693)	(499 883)	(538 206)	(59 513)

ÉTAT COMPARATIF DES RECETTES BRUTES PRÉVUES SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

Année se
terminant le 31 mars

	Année se terminant le 31 mars			Variance des prévisions
	2014 Prévisions	2014 1 ^{er} trimestre	2014 2 ^e trimestre	
Taxes et impôts				
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 416 000	1 416 000	1 373 000	(43 000)
Impôt sur le revenu des corporations.....	236 400	236 400	228 600	(7 800)
Taxe sur les minéraux métalliques.....	2 000	0	0	(2 000)
Impôt foncier provincial.....	481 500	481 500	470 000	(11 500)
Taxe de vente harmonisée.....	1 159 800	1 159 800	1 131 500	(28 300)
Taxe sur l'essence et les carburants.....	243 000	243 000	240 000	(3 000)
Taxe sur le tabac.....	157 000	157 000	157 000	0
Taxe sur le pari mutuel.....	600	600	600	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	47 205	47 205	47 505	300
Taxe sur le transfert de biens réels.....	11 500	11 500	13 000	1 500
Taxe sur le capital des grandes corporations.....	0	0	0	0
Taxe sur le capital des corporations financières.....	28 000	30 000	30 000	2 000
Total partiel : taxes et impôts.....	3 783 005	3 783 005	3 691 205	(91 800)
Produits de placements.....	326 840	294 483	260 508	(66 332)
Licences et permis.....	138 267	137 756	136 989	(1 278)
Vente de biens et services.....	293 867	277 854	280 881	(12 986)
Recettes des loteries et des jeux.....	153 347	153 347	151 127	(2 220)
Redevances.....	110 855	110 855	104 855	(6 000)
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 294	8 294	8 312	18
Recettes diverses.....	36 959	50 558	49 707	12 748
TOTAL : RECETTES DE PROVENANCE INTERNE.....	4 851 434	4 816 152	4 683 584	(167 850)
Subventions inconditionnelles – Canada				
Paiements de péréquation.....	1 562 000	1 562 000	1 562 000	0
Transfert canadien en matière de santé.....	664 000	664 000	677 300	13 300
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	262 300	262 300	264 300	2 000
Tranfert visant la réduction des temps d'attente.....	5 368	5 368	5 368	0
Autres.....	1 866	1 866	1 866	0
Total partiel : subventions inconditionnelles – Canada.....	2 495 534	2 495 534	2 510 834	15 300
Subventions conditionnelles – Canada.....	218 632	216 432	214 214	(4 418)
TOTAL : SUBVENTIONS DU CANADA.....	2 714 166	2 711 966	2 725 048	10 882
TOTAL : RECETTES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE.....	7 565 600	7 528 118	7 408 632	(156 968)

ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES BRUTES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers
\$

Année se
terminant le 31 mars

<u>MINISTÈRE</u>	2014	2014	2014	Variance	
	Prévisions	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	des prévisions	
				\$	%
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	39 882	39 882	39 882	0	0,0 %
Assemblée législative.....	21 659	21 659	21 659	0	0,0 %
Bureau du Conseil exécutif.....	18 370	18 260	17 765	(605)	-3,3 % ✓
Cabinet du premier ministre.....	1 652	1 652	1 652	0	0,0 %
Communautés saines et inclusives.....	17 301	17 251	17 001	(300)	-1,7 % ✓
Développement économique.....	101 373	101 373	99 373	(2 000)	-2,0 % ✓
Développement social.....	1 062 734	1 062 734	1 062 734	0	0,0 %
Éducation et Développement de la petite enfance....	1 074 592	1 074 592	1 074 592	0	0,0 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	604 341	594 488	596 094	(8 247)	-1,4 % ✓
Efficacité Nouveau-Brunswick.....	11 649	11 649	11 649	0	0,0 %
Énergie et Mines.....	8 061	8 061	7 961	(100)	-1,2 % ✓
Environnement et Gouvernements locaux.....	139 497	139 497	138 946	(551)	-0,4 % ✓
Finances.....	18 949	18 949	18 699	(250)	-1,3 % ✓
Gouvernement général.....	862 873	855 175	793 374	(69 499)	-8,1 % ✓
Investir N.-B.	14 638	14 638	14 638	0	0,0 %
Justice et Procureur général.....	62 700	59 718	60 719	(1 981)	-3,2 % ✓
Ressources humaines.....	3 973	3 973	3 873	(100)	-2,5 % ✓
Ressources naturelles.....	101 593	101 993	101 593	0	0,0 %
Santé.....	2 583 815	2 583 815	2 557 201	(26 614)	-1,0 % ✓
Sécurité publique.....	147 581	147 581	148 131	550	0,4 % !
Service de la dette publique.....	664 000	664 000	664 000	0	0,0 %
Services gouvernementaux.....	59 597	59 597	58 997	(600)	-1,0 % ✓
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	37 632	37 924	37 524	(108)	-0,3 % ✓
Transports et Infrastructure.....	272 296	274 601	276 416	4 120	1,5 % !
CHARGE TOTALES.....	7 930 758	7 913 062	7 824 473	(106 285)	-1,3 %

✓ Sous-utilisation prévue des fonds

! Surutilisation prévue des fonds

ÉTAT COMPARATIF DE L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	Année se terminant le 31 mars			Variance des prévisions
	2014 Prévisions	2014 1^{er} trimestre	2014 2^e trimestre	
Excédent (Déficit).....	(478 693)	(499 883)	(538 206)	(59 513)
Acquisition d'immobilisations corporelles.....	(421 374)	(421 930)	(404 886)	16 488
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	355 520	355 760	355 880	360
Recettes reportées liées aux immobilisations corporelles*.....	<u>(49 894)</u>	<u>(53 110)</u>	<u>-</u>	<u>49 894</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	<u>(594 441)</u>	<u>(619 163)</u>	<u>(587 212)</u>	<u>7 229</u>

*En raison d'un changement dans la classification des contributions d'immobilisations reportées dans l'État de la situation financière de 2012/2013, le redressement de la dette nette pour le changement apporté aux contributions d'immobilisations reportées n'est plus requis.